

## Perspectives économiques provinciales Résilience malgré l'incertitude

Beata Caranci, première vice-présidente et économiste en chef | 416-982-8067

Michael Dolega, directeur et économiste principal | 416-983-0500

Dina Ignjatovic, économiste | 416-982-2555

Rishi Sondhi, économiste | 416-983-8806

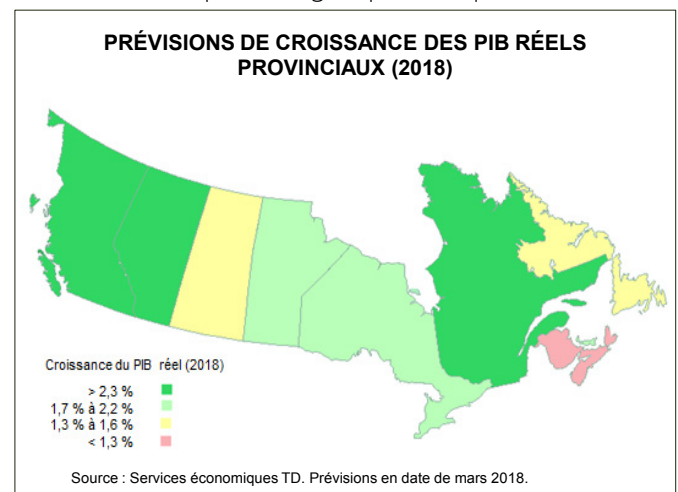
15 mars 2018

### Faits saillants

- Les économies provinciales du Canada ont connu une bonne année menée par le « groupe des quatre ». Cependant, nous pensons qu'un ralentissement important et généralisé se prépare à l'échelle du pays.
- Ce ralentissement sera essentiellement d'ordre structurel, dans la mesure où la plupart des économies provinciales ont peu de capacités inutilisées. D'autres facteurs pouvant peser sur la croissance incluent le protectionnisme grandissant aux États-Unis, l'amointrissement de la compétitivité des entreprises canadiennes résultant des baisses d'impôts récemment mises en place par l'administration américaine et un ralentissement sur les marchés du logement à la suite de l'entrée en vigueur de la ligne directrice B-20 et de l'augmentation des taux d'intérêts.
- D'un autre côté, la progression continue de l'emploi et des salaires dans la plupart des provinces devrait permettre aux dépenses des ménages de croître à un bon rythme. Du côté des entreprises, on s'attend à un déblocage des budgets d'immobilisations, ce qui devrait soutenir l'investissement.
- La résilience continue des dépenses intérieures et l'affermissement de la croissance aux États-Unis devraient apporter un soutien suffisant pour maintenir les économies provinciales en bonne position.

Les économies provinciales du Canada ont connu une bonne année menée par le « groupe des quatre ». L'Alberta s'est démarquée avec une croissance supérieure à 4 % sous l'effet du rebond de la production de pétrole après les feux de forêt; le Québec et la Colombie-Britannique ont affiché une croissance généralisée de plus de 3 %; et l'Ontario, ralenti par un refroidissement du marché du logement, a enregistré une croissance avoisinant 3 %. Les moteurs de l'embauche ont globalement tourné à plein régime, entraînant les taux de chômage à des creux de plusieurs décennies dans la plupart des régions.

Nous estimons qu'un ralentissement important et généralisé de la croissance se prépare à l'échelle du pays, et que ce ralentissement sera d'ordre structurel. À quelques excep-



tions près, dont l'Alberta et Terre-Neuve-et-Labrador, les économies provinciales ont peu de capacités inutilisées. Il y a ainsi peu de place pour la croissance dans ces provinces, à moins d'un bond de productivité imprévu.

Trois autres facteurs pesant sur la croissance font les manchettes depuis quelques mois. Premièrement, mentionnons le protectionnisme croissant aux États-Unis. Les pourparlers de l'ALENA demeurent très incertains, et l'administration américaine semble plus que déterminée à rendre les frontières du pays plus hermétiques. Les récentes mesures protectionnistes adoptées par l'administration américaine placent les provinces axées sur la fabrication, soit l'Ontario, le Québec et le Nouveau-Brunswick, directement dans la ligne de mire. Cependant, les économies provinciales exposées seront au moins partiellement aidées par l'amélioration des perspectives de croissance à court terme aux États-Unis et par l'affaiblissement du dollar canadien. Nos prévisions ne tiennent pas compte d'une nouvelle hausse des tarifs imposés par les États-Unis ni d'éventuelles mesures de représailles par le Canada, qui constituent des **risques à la baisse** importants – pensons notamment aux tarifs sur l'acier et l'aluminium qui seraient imposés au Canada si les pourparlers de l'ALENA devaient échouer. L'Ontario et le Québec seraient alors les plus durement touchés.

Deuxièmement, la déréglementation et les baisses d'impôts récemment entrées en vigueur aux États-Unis ont amoindri la compétitivité des entreprises canadiennes

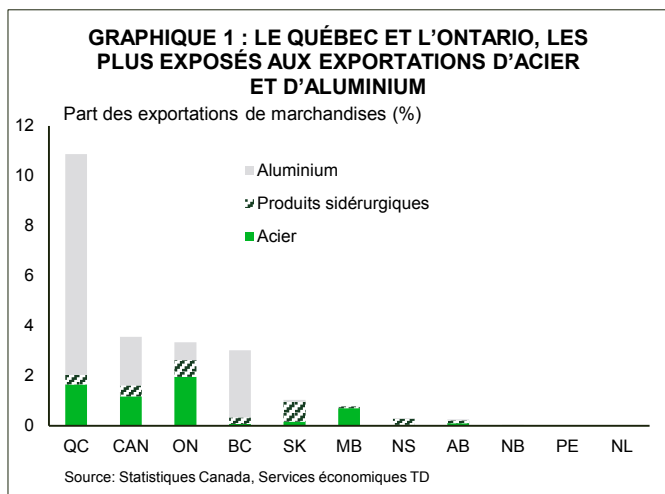
et suscité l'appréhension de leurs dirigeants. Les taxes sur les entreprises sont particulièrement élevées dans les provinces de la région Atlantique. Dans un récent **rapport**, nous soutenons que la vulnérabilité découlant des changements aux régimes fiscaux a tendance à se faire sentir davantage à long terme, sous forme d'érosion des dépenses en immobilisations.

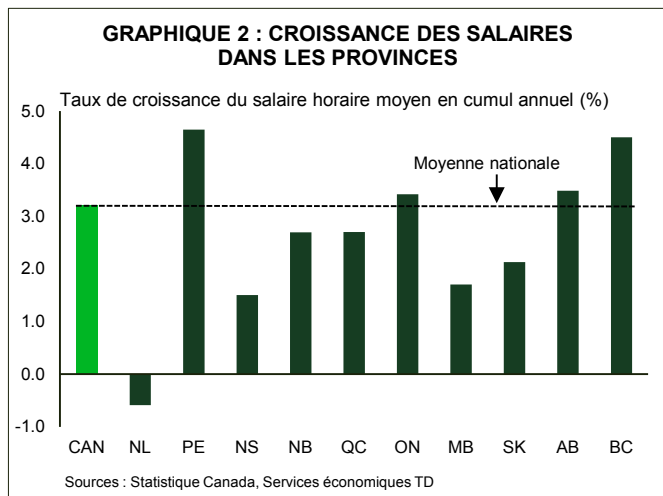
Troisièmement, la plupart des grands marchés du logement subiront presque assurément les contrecoups de l'entrée en vigueur de la ligne directrice B-20, qui s'ajoute à l'augmentation graduelle des taux d'intérêt. Les régions les plus sensibles à ces changements correspondent aux dispendieux marchés de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, le marché de celle-ci devant en outre s'ajuster à court terme aux politiques sur le logement introduites dans le budget provincial de 2018.

## La résilience du marché intérieur profitera aux économies

Malgré les obstacles mentionnés plus haut, il importe de ne pas perdre de vue les forces opposées qui continueront à s'exercer et soutiendront la croissance des économies provinciales pour qu'elle demeure modérée. Ainsi, la progression continue de l'emploi et des salaires dans la plupart des provinces devrait permettre aux dépenses des ménages de croître à un bon rythme. Les solides données sur les revenus des ménages devraient aussi limiter l'ampleur du rajustement attendu de l'activité sur les marchés du logement de l'Ontario et de la Colombie-Britannique cette année.

Du côté des entreprises, on s'attend à un déblocage des budgets d'immobilisations. Or, le tableau n'est pas entièrement rose. Par exemple, le secteur pétrolier albertain semble connaître un autre recul des investissements cette année, sous l'effet d'une surabondance croissante de l'offre et d'un élargissement des différentiels de prix par rapport aux principaux produits de référence américains et mondiaux. Néanmoins, les investissements dans la plupart des provinces, dont l'Ontario et le Québec, semblent s'apprêter à afficher une forte expansion en 2018, en raison des dépenses publiques en infrastructures et des dépenses en matériel et outillage du secteur





privé. L'accentuation des investissements en matériel et outillage se produit généralement en fin de cycle, quand la main-d'œuvre se fait rare et que la croissance des salaires rend les investissements dans la technologie plus attractifs. Du côté des administrations publiques, certaines provinces (Ontario, Québec) tiendront des élections durant la période de prévision, ce qui pourrait donner lieu à des mesures budgétaires.

### Une croissance solide prévue pour le Québec

L'économie du Québec tourne à plein régime, ce qui témoigne de l'effet bénéfique de l'amélioration de la situation budgétaire de la province sur la confiance. La croissance a atteint un rythme impressionnant de 4 % (taux annualisé) au troisième trimestre de 2017 et semble être demeurée vive au quatrième trimestre, grâce à de solides dépenses de consommation. En somme, la croissance économique s'est probablement élevée à 3,0 % l'an dernier, soit bien au-dessus du rythme moyen de 1,4 % sur 10 ans. En 2018, un certain ralentissement est attendu en raison de la diminution de la marge de capacités excédentaires au sein de l'économie et de l'accentuation des contraintes de capacité. La croissance devrait néanmoins rester assez vigoureuse.

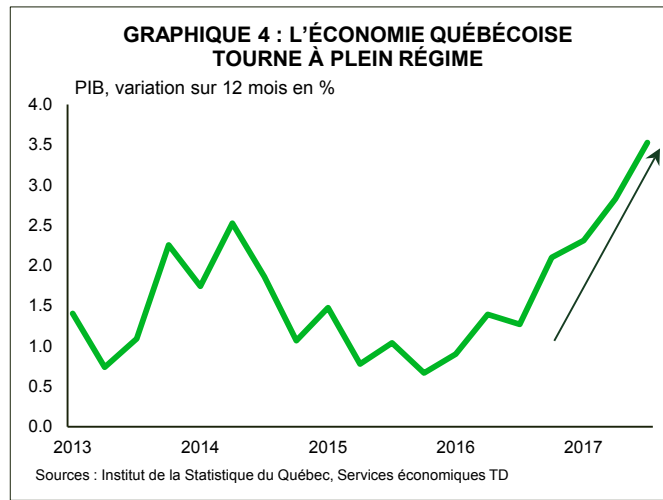
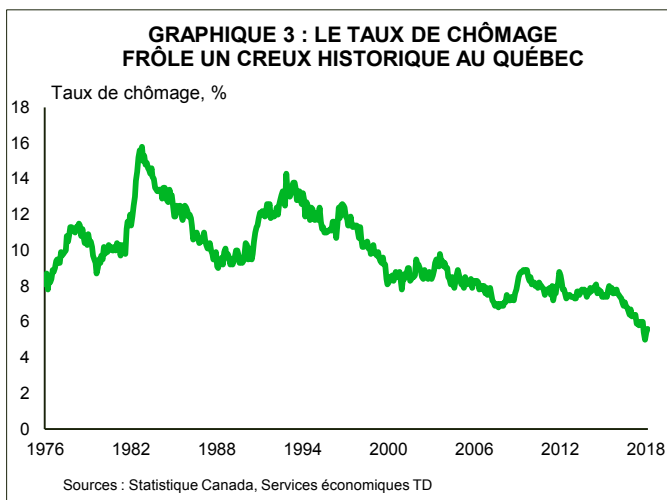
On s'attend à ce que les consommateurs continuent de dépenser à un bon rythme. Le marché du travail québécois se porte très bien, avec d'impressionnants gains d'emplois à temps plein qui maintiennent le taux

de chômage à un creux de 40 ans et accélèrent la croissance des salaires. De plus, un récent allègement fiscal octroyé aux ménages par le gouvernement provincial fera grimper le revenu disponible.

Malgré les inquiétudes persistantes découlant de la politique commerciale américaine, il y a des raisons d'être optimiste quant aux perspectives des exportations à court terme. En effet, la solide croissance aux États-Unis et la récente dépréciation du dollar canadien devraient aider les exportateurs. De plus, la décision de l'International Trade Commission des États-Unis d'abandonner les tarifs de près de 300 % sur les avions C-Series de Bombardier constitue une victoire importante pour le fabricant. La récente décision du président Trump d'exempter temporairement le Canada des tarifs sur l'acier et l'aluminium est aussi une bonne nouvelle, même si l'échec possible des pourparlers de l'ALENA pose un certain risque. Un lockout dans une grande fonderie d'aluminium assombrit toutefois les perspectives pour les exportations.

Après des années de faible performance, l'investissement non résidentiel a pris un tournant en 2017, surtout grâce à l'augmentation des dépenses en matériel et outillage. La fin du projet de construction du pont Champlain pèsera sur les dépenses, mais l'amorce des travaux du Réseau électrique métropolitain amoindra quelque peu ces effets. La construction d'habitations devrait connaî-

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES : QUÉBEC			
[ Taux de variation moyen annuel, sauf indication contraire ]			
	2017*	2018	2019
PIB réel	3.0	2.4	1.7
PIB nominal	4.5	4.1	3.7
Emplois	2.2	1.7	0.9
Taux de chômage (%)	6.1	5.5	5.5
Indice des prix à la consommation	1.1	1.7	1.9
Commerce de détail	6.0	3.7	3.2
Mises en chantier (milliers d'unités)	46.6	45.1	43.9
Prix moyen de revente des maisons	4.4	5.3	4.1
Ventes de maisons existantes	5.7	-0.2	2.5
* Les chiffres pour 2017 sont réels, à l'exception du PIB réel et du PIB nominal			
Sources: Statistique Canada, SCHL, ACI, prévisions des Services économiques TD			



tre un répit cette année et l’an prochain, après les gains exceptionnels de 2017, dans un contexte de hausse des taux d’intérêt et de resserrement des règles hypothécaires. L’organisme de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Québec envisage d’imposer les mêmes conditions de prêts hypothécaires aux caisses populaires que celles adoptées par le BSIF au moyen de la ligne directrice B-20, les caisses populaires étant actuellement exemptées de la plupart des exigences de cette ligne directrice. Des signes indiquent cependant qu’elles se sont déjà adaptées aux exigences de la ligne directrice.

### En conclusion

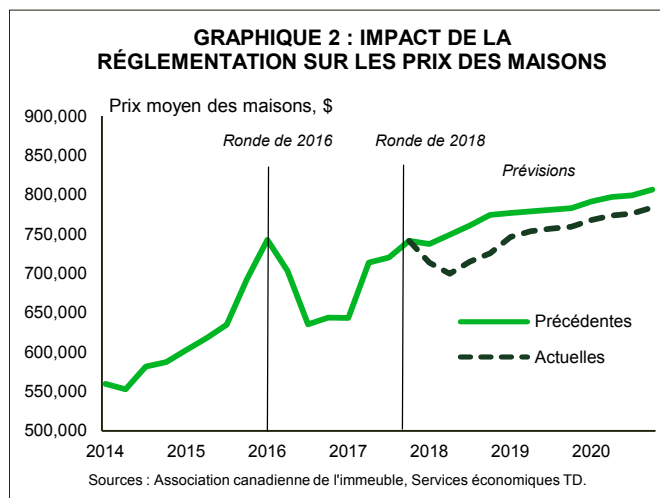
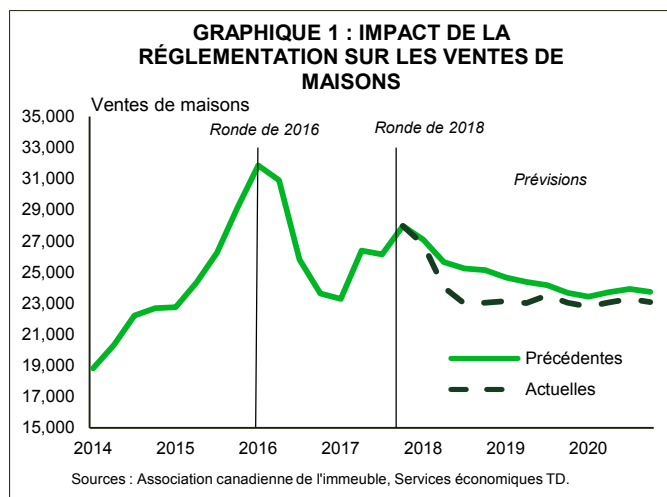
Il ne manquera pas d’obstacles à la croissance des économies provinciales dans les prochaines années. Toutefois, la résilience continue des dépenses intérieures et l’affermissement de la croissance aux États-Unis devraient apporter un soutien suffisant pour maintenir ces économies en bonne position.

## COLOMBIE-BRITANNIQUE

L'économie de la Colombie-Britannique a continué de tourner à plein régime en 2017, la croissance ayant vraisemblablement franchi la barre des 3 % pour une quatrième année d'affilée. Même si l'accroissement de la main-d'œuvre a profité de l'arrivée de nombreux immigrants, le marché du travail a continué de se resserrer, comme l'indique la plus forte progression des salaires en fin d'année. Par ailleurs, la hausse des revenus des ménages, conjuguée aux effets de richesse découlant de l'augmentation passée des prix des maisons, a soutenu les dépenses de consommation.

La vigueur est demeurée généralisée dans la province, la fabrication, le commerce de gros et les exportations ayant aussi progressé à un bon rythme. Malgré l'imposition de tarifs douaniers sur le bois d'œuvre de résineux – que le Canada conteste – l'industrie britanno-colombienne du bois d'œuvre a été soutenue par la forte demande en provenance des États-Unis et les prix records du bois d'œuvre.

Une bonne partie de cet élan devrait se poursuivre en 2018, même si la construction devrait le ralentir. En effet, celle-ci est le maillon faible depuis un an, la construction de bâtiments non résidentiels s'étant repliée et le nombre de mises en chantier d'habitations ayant diminué après un bond de l'activité en 2016. On s'attend à des résultats semblables à l'avenir, les intentions de dépenses en immobilisations laissant entrevoir une légère baisse de la construction de bâtiments non résidentiels. D'autres reculs dans les deux chiffres sont attendus dans le secteur



PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES : COLOMBIE BRITANNIQUE			
[ Taux de variation moyen annuel, sauf indication contraire ]			
	2017*	2018	2019
PIB réel	3.3	2.4	1.9
PIB nominal	5.5	4.0	3.8
Emplois	3.7	0.9	0.5
Taux de chômage (%)	5.1	4.8	4.9
Indice des prix à la consommation	2.1	2.1	2.0
Commerce de détail	9.6	5.0	3.5
Mises en chantier (milliers d'unités)	43.6	34.3	30.0
Prix moyen de revente des maisons	3.4	-1.0	1.7
Ventes de maisons existantes	-7.5	-16.9	-4.5

\* Les chiffres pour 2017 sont réels, à l'exception du PIB réel et du PIB nominal.  
Sources : Statistique Canada, SCHL, ACI, prévisions des Services économiques TD.

de la construction résidentielle, qui devrait revenir à un niveau plus soutenable.

Le marché de la revente de maisons demeurera à l'avant-plan, notamment en raison du plan Homes for B.C. annoncé dans le budget provincial 2018. Le plan comprend un certain nombre de nouvelles taxes ou d'augmentations de taxes pour les acheteurs étrangers, les spéculateurs et les maisons évaluées à plus de trois millions de dollars. D'après notre analyse, les nouveaux règlements pèseront sur les ventes et les prix à court terme, avec des reculs de 5 à 10 % du sommet au creux pour la revente et de 5 % pour les prix. Les répercussions sur l'activité dans le marché du logement seront moins importantes qu'en 2016, car le marché est aujourd'hui plus équilibré et l'augmentation de taxes est plus faible. Comme ces nouveaux règlements sont accompagnés de

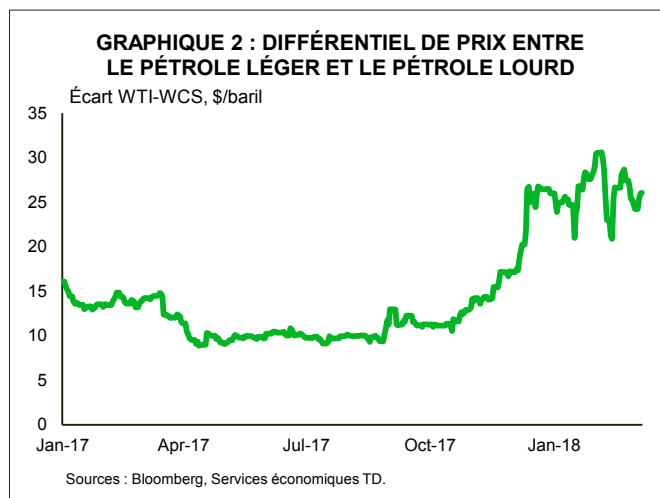
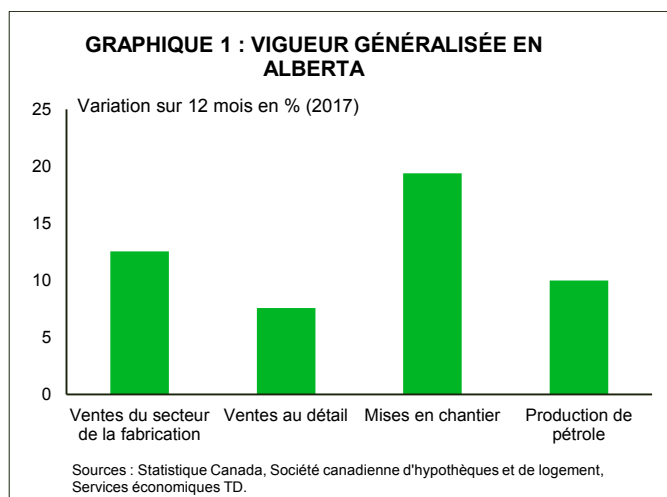
taux d'intérêt plus élevés et d'une mise à jour de la ligne directrice B-20 – deux facteurs qui devraient peser sur l'activité – les perspectives du marché du logement de la province sont très incertaines.

## ALBERTA

L'Alberta s'est hissée en haut du palmarès l'an dernier, avec une croissance économique estimée à plus de 4 % après deux années de reculs importants. Une grande partie des gains provient d'un rebond du secteur pétrolier, qui a connu une augmentation de production de 10 % en 2017. Or, d'autres secteurs ont aussi fait bonne figure. L'activité dans les secteurs de la fabrication et des exportations s'est accentuée, plusieurs industries ayant enregistré des gains dans les deux chiffres. Pendant ce temps, la construction de maisons neuves a bondi de 19 %, mais cet élan s'est estompé plus tôt cette année.

Ce fabuleux rythme de croissance s'estompéra toutefois à mesure que les effets de la reconstruction post-feux de forêt s'atténueront. Par conséquent, la croissance économique devrait ralentir pour s'établir à un rythme tout de même solide de 2 % en Alberta en 2018 et en 2019. Le niveau d'activité reviendra donc où il était avant l'effondrement des prix du pétrole. La fabrication et la progression constante de la production de pétrole ainsi que l'augmentation des nouvelles capacités à mesure que les projets s'accéléreront devraient continuer de soutenir la croissance globale, ce qui devrait entraîner une hausse de l'emploi et une baisse graduelle du taux de chômage.

Cependant, les intentions de dépenses en immobilisations suggèrent que l'investissement non résidentiel



PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES : ALBERTA			
[ Taux de variation moyen annuel, sauf indication contraire ]			
	2017*	2018	2019
PIB réel	4.3	2.4	2.0
PIB nominal	7.6	4.4	4.9
Emplois	1.0	1.6	1.0
Taux de chômage (%)	7.8	6.8	6.7
Indice des prix à la consommation	1.5	2.0	2.1
Commerce de détail	7.5	4.5	4.0
Mises en chantier (milliers d'unités)	29.4	27.2	29.1
Prix moyen de revente des maisons	0.2	-0.2	1.3
Ventes de maisons existantes	4.3	-0.7	3.4

\* Les chiffres pour 2017 sont réels, à l'exception du PIB réel et du PIB nominal.  
Sources : Statistique Canada, SCHL, ACI, prévisions des Services économiques TD.

devrait accuser un autre recul après la reprise naissante de l'an passé. On s'attend à des baisses notables dans les services publics, le transport et l'entreposage, et les services éducatifs. L'énergie devrait aussi demeurer une importante source de faiblesse. Depuis la fin de 2017, le nombre d'appareils de forage diminue dans la province par rapport à l'année précédente, probablement en raison de l'incertitude entourant la capacité des oléoducs d'exportation. De plus, l'élargissement du différentiel de prix entre le WTI et le WCS a limité tout avantage que les producteurs de pétrole lourd auraient pu tirer de la récente hausse des prix du pétrole à l'échelle mondiale. On s'attend à ce que les producteurs de pétrole de l'Alberta commencent à profiter de prix plus élevés, car le prix du WTI devrait demeurer près de son niveau actuel et l'écart avec celui du pétrole lourd devrait diminuer par rapport à son récent niveau insoutenable.

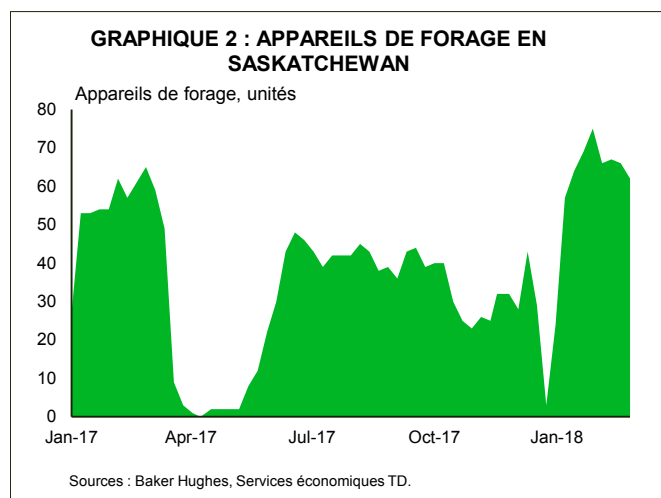
Néanmoins, jusqu'à ce que la question des contraintes de capacité des oléoducs soit réglée, il est peu probable que le secteur attire des investissements autres que ceux déjà prévus.

## SASKATCHEWAN

Après deux années de contraction, l'économie de la Saskatchewan a commencé à se redresser l'an dernier; on estime effectivement que sa croissance s'est établie à un peu moins de 2 %. Malgré des problèmes persistants, nous nous attendons à ce que l'économie continue d'enregistrer une croissance semblable en 2018 et en 2019, car elle sera alimentée en partie par l'expansion continue des industries axées sur l'exportation. Les exportations manufacturières ont repris de la vigueur en 2017 sous l'effet de gains dans les industries de la machinerie, des produits du bois et des produits minéraux non métalliques. Une nouvelle installation de transformation agroalimentaire a ouvert ses portes à Saskatoon en janvier, ce qui devrait soutenir les ventes et les exportations de produits alimentaires (ainsi que l'ensemble des ventes et des exportations).

La demande mondiale de céréales, de légumineuses séchées et d'oléagineux a fortement augmenté, appuyant le secteur agricole de la Saskatchewan. L'agriculture a été bénéfique pour l'économie provinciale, et la tendance devrait se poursuivre tant que mère Nature coopérera.

On estime que la production de pétrole a progressé d'environ 6 % dans la province l'an passé, et la hausse du nombre d'appareils de forage laisse entrevoir de nouvelles augmentations de production en 2018. Même

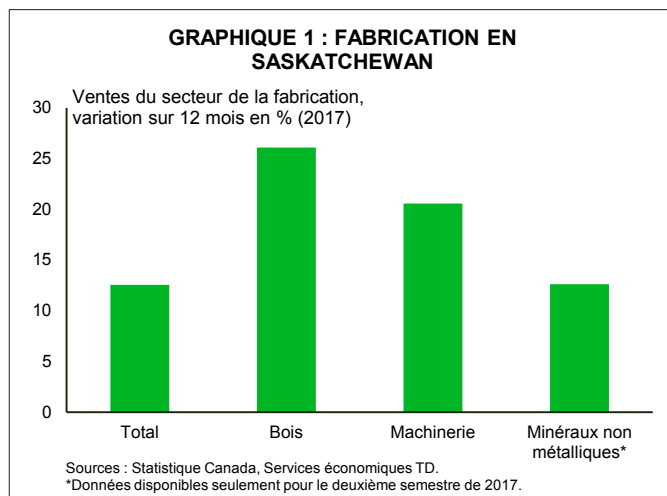


<b>PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES : SASKATCHEWAN</b>			
[ Taux de variation moyen annuel, sauf indication contraire ]			
	2017*	2018	2019
PIB réel	1.8	1.6	1.7
PIB nominal	5.3	3.6	4.8
Emplois	-0.1	0.1	0.5
Taux de chômage (%)	6.3	5.7	5.6
Indice des prix à la consommation	1.7	2.4	2.0
Commerce de détail	4.0	3.2	4.0
Mises en chantier (milliers d'unités)	4.9	4.3	4.6
Prix moyen de revente des maisons	-2.1	-1.2	2.8
Ventes de maisons existantes	-2.5	4.1	5.9

\* Les chiffres pour 2017 sont réels, à l'exception du PIB réel et du PIB nominal.  
Sources : Statistique Canada, SCHL, ACI, prévisions des Services économiques TD.

si les producteurs de pétrole de la province n'ont pas tous profité de la hausse des prix du pétrole à l'échelle mondiale au cours de la dernière année en raison de l'élargissement du différentiel de prix entre le WTI et le WCS, l'intensification de l'activité de forage et de la production devrait continuer de contribuer à l'ensemble de la croissance économique cette année.

En revanche, la construction a eu un effet net négatif sur le PIB réel, une augmentation de 3,5 % des mises en chantier d'habitations l'année dernière n'ayant pas suffi à contrebalancer le recul de 15 % de l'activité dans le secteur de la construction de bâtiments non résidentiels. Les perspectives pour la construction demeurent mitigées, car la construction résidentielle devrait chuter de 14 % cette année en raison d'une surabondance de l'offre. Après trois années de baisse, l'activité sur le



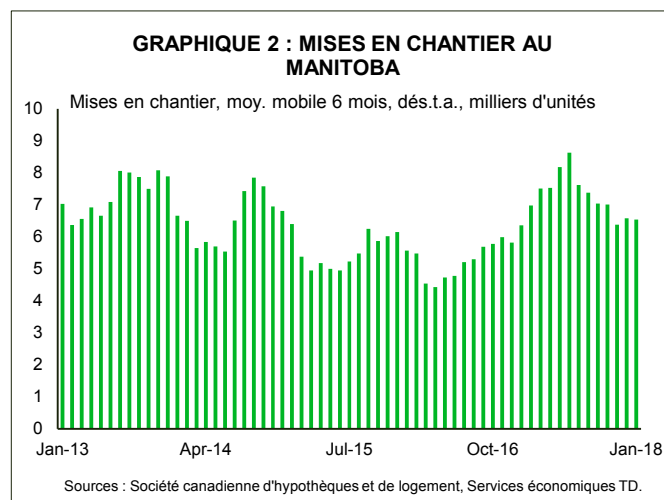
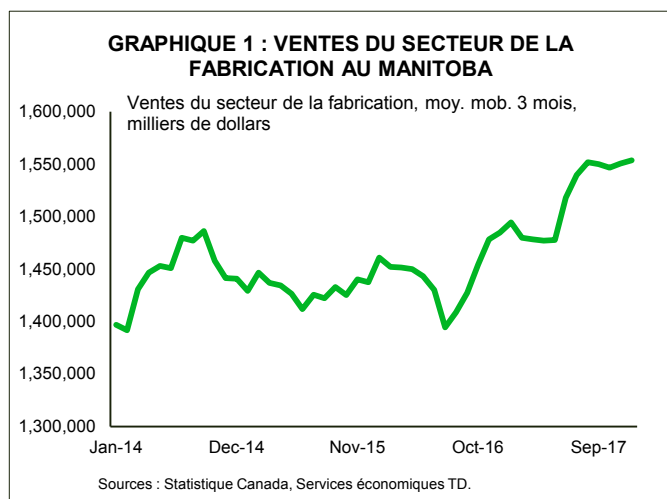
marché de la revente devrait néanmoins avoir un effet positif cette année, tout en restant inférieure aux niveaux d'avant la récession.

Pendant ce temps, la mollesse de l'emploi et de la progression des salaires s'est soldée par une faible croissance des dépenses de consommation. Les ventes au détail ont crû de 4 % l'an dernier – un des pires résultats provinciaux et une performance bien inférieure à la moyenne nationale de 7 %. Les finances des ménages demeureront limitées par l'augmentation des taux d'intérêt et une hausse de 3,5 % des tarifs d'électricité, la troisième en deux ans, pour un total de 12 %.

## MANITOBA

L'économie manitobaine a connu une bonne année 2017, notamment grâce à une expansion de l'activité manufacturière. En effet, le secteur a profité d'une demande vigoureuse en provenance des États-Unis et d'une reprise de l'activité dans les provinces productrices de pétrole, à l'ouest. Les constructeurs ont été très occupés, le nombre de mises en chantier ayant bondi de plus de 40 % l'an dernier. Les dépenses dans le secteur non résidentiel ont aussi été une importante source de croissance. Nous pensons que la croissance du PIB s'est établie à 2,4 % en 2017, une performance correcte juste au-dessus du taux moyen des cinq dernières années.

Une panoplie de facteurs freineront la croissance en 2018 et en 2019. Premièrement, le parachèvement d'un grand projet de Manitoba Hydro et la réalisation d'un deuxième projet au cours des deux prochaines années devraient peser sur les dépenses en immobilisa-



PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES : MANITOBA			
[ Taux de variation moyen annuel, sauf indication contraire ]			
	2017*	2018	2019
PIB réel	2.4	1.7	1.4
PIB nominal	4.1	3.8	3.4
Emplois	1.6	0.5	0.2
Taux de chômage (%)	5.4	5.5	5.4
Indice des prix à la consommation	1.6	2.3	2.1
Commerce de détail	3.6	3.0	3.0
Mises en chantier (milliers d'unités)	7.8	5.9	5.8
Prix moyen de revente des maisons	3.4	2.7	4.1
Ventes de maisons existantes	-0.8	-1.0	1.3

\* Les chiffres pour 2017 sont réels, à l'exception du PIB réel et du PIB nominal.  
Sources : Statistique Canada, SCHL, ACI, prévisions des Services économiques TD.

tions, ce qui correspond à la diminution des intentions d'investissement dans le secteur des services publics. En revanche, la construction d'une grande usine de transformation alimentaire devrait atténuer cet effet. Deuxièmement, bien que les mises en chantier d'habitations aient bondi l'an passé, cela témoigne surtout des efforts des constructeurs pour éviter la mise en application d'une taxe de dénaturation de l'environnement sur les nouvelles constructions. En raison du devancement de l'activité, nous nous attendons à ce que la construction résidentielle ralentisse quelque peu dans les deux prochaines années. Troisièmement, la province devrait connaître une série de fermetures de mines jusqu'en 2020, ce qui nuira à la production dans le secteur minier. Quatrièmement, Manitoba Hydro continue de faire campagne pour des hausses de tarifs d'électricité, deman-



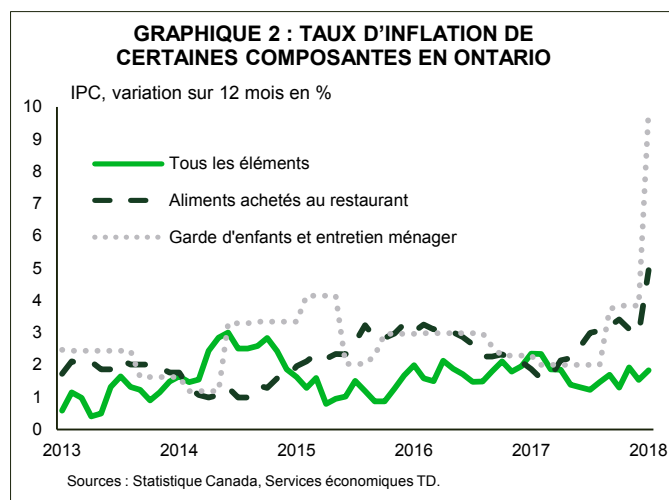
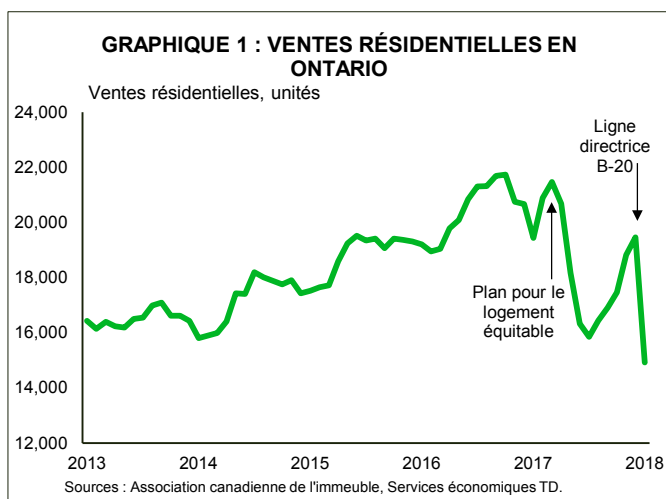
dant un bond de 7,9 % en 2018, suivi de hausses annuelles identiques jusqu'en 2024. Bien qu'une augmentation d'une telle ampleur doive d'abord être approuvée par le gouvernement provincial, toute hausse éventuelle ferait grimper l'inflation, diminuer le pouvoir d'achat et fléchir les dépenses de consommation.

Les perspectives sont aussi partiellement positives, notamment la forte demande en provenance des États-Unis et la reprise qui se poursuit dans les provinces productrices de pétrole, facteurs qui devraient soutenir la fabrication. Les perspectives pour la production agricole sont incertaines, même si celle-ci a été solide en 2017. En somme, nous nous attendons à ce que la croissance ralentisse par rapport au rythme estimatif de 2,4 % de l'an dernier pour s'établir à 1,7% en 2018 et à 1,4 % d'ici 2019.

## ONTARIO

L'économie ontarienne a affiché un impressionnant taux de croissance de 2,7 % en 2017, couronnant sa meilleure série de quatre années depuis la fin des années 1990. La vigueur de l'an dernier a cependant été éclipsée par un fort ralentissement de la croissance au deuxième semestre. L'année dernière a probablement marqué un point culminant pour l'économie de la province, la croissance du PIB devant ralentir à un rythme tout de même convenable d'environ 2 % en 2018 et en 2019.

Les marchés du logement de l'Ontario en ont vu de toutes les couleurs, le rythme effréné des ventes au début de 2017 ayant laissé place à un repli attribuable à une politique instaurée en milieu d'année. L'activité s'est redressée au deuxième semestre, la mise en œuvre



PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES : ONTARIO			
[ Taux de variation moyen annuel, sauf indication contraire ]			
	2017*	2018	2019
PIB réel	2.7	1.8	2.0
PIB nominal	4.3	3.9	3.9
Emplois	1.8	0.7	0.3
Taux de chômage (%)	6.0	5.7	6.0
Indice des prix à la consommation	1.7	2.2	2.1
Commerce de détail	6.5	2.9	2.8
Mises en chantier (milliers d'unités)	80.1	79.0	77.0
Prix moyen de revente des maisons	8.9	-5.3	2.6
Ventes de maisons existantes	-9.6	-21.5	5.2

\* Les chiffres pour 2017 sont réels, à l'exception du PIB réel et du PIB nominal.  
Sources : Statistique Canada, SCHL, ACI, prévisions des Services économiques TD.

prochaine de la ligne directrice B-20 et la perspective de taux d'intérêt plus élevés ayant incité les acheteurs à devancer leurs achats en fin d'année. Les ventes de logements existants ont plongé de 23 % sur un mois à l'annonce de 2018, reflet partiel des conséquences du devancement. Les données provenant des marchés locaux indiquent un nouvel affaiblissement en février, ce qui suggère que les ventes de propriétés ont été très faibles au premier semestre de 2018. À l'avenir, la nouvelle ligne directrice B-20 et les taux d'intérêt plus élevés continueront de peser sur les ventes et les prix, en particulier sur le marché peu accessible de la région du Grand Toronto.

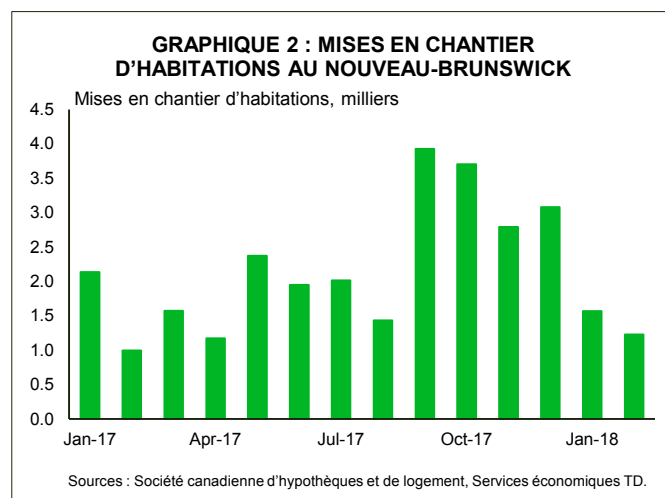
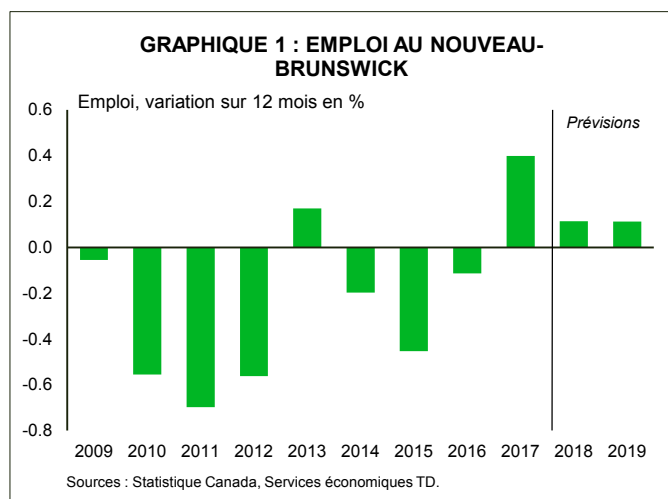
Jusqu'ici, les répercussions de la hausse du salaire minimum sur les marchés du travail ont été contrastées. Les employeurs ont effacé 35 000 emplois jusqu'ici cette an-

née – principalement des postes à temps partiel – mais un certain recul par rapport aux forts gains récents était attendu. De plus, la croissance de l'emploi s'est accélérée dans certains secteurs les plus exposés à cette hausse, et les heures travaillées sont restées stables. La croissance des salaires s'est fortement accélérée, avec des gains notables dans certaines industries à bas salaire. La hausse du salaire minimum a eu des répercussions plus nettes sur l'inflation des prix à la consommation, les restaurants ayant revu leurs prix à la hausse en réaction à la politique; l'inflation des services de garde d'enfants et d'entretien ménager s'est aussi accélérée en janvier. À notre avis, un salaire minimum beaucoup plus élevé freinera la croissance de l'emploi et fera grimper légèrement l'inflation dans les prochaines années.

En revanche, l'augmentation de la charge salariale et la rareté croissante de la main-d'œuvre devraient pousser les entreprises à hausser leurs investissements dans les technologies d'amélioration de la productivité. C'est notamment le cas pour les secteurs axés sur le marché intérieur, car les sociétés exportatrices subissent l'incertitude entourant les pourparlers de l'ALENA.

## NOUVEAU-BRUNSWICK

L'économie du Nouveau-Brunswick a inscrit un solide rendement en 2017, la construction, la fabrication, le commerce de gros et les ventes au détail ayant soutenu la croissance. Même si la fabrication et le commerce de gros ont perdu de l'élan en début d'année, ils demeurent néanmoins à de bons niveaux. Les produits du bois et la fabrication de produits métalliques ont ainsi affiché une



**PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES : NOUVEAU-BRUNSWICK**

[ Taux de variation moyen annuel, sauf indication contraire ]

	2017*	2018	2019
PIB réel	1.4	1.0	1.0
PIB nominal	3.9	3.1	3.3
Emplois	0.4	0.1	0.1
Taux de chômage (%)	8.1	8.6	8.6
Indice des prix à la consommation	2.3	2.0	2.0
Commerce de détail	7.1	2.7	2.4
Mises en chantier (milliers d'unités)	2.4	2.0	2.1
Prix moyen de revente des maisons	2.9	2.9	3.3
Ventes de maisons existantes	6.9	-3.4	0.4

\* Les chiffres pour 2017 sont réels, à l'exception du PIB réel et du PIB nominal.  
Sources : Statistique Canada, SCHL, ACI, prévisions des Services économiques TD.

bonne progression l'an dernier, tendance qui devrait se poursuivre.

Cette année, les ventes au détail devraient bénéficier de la vigueur du tourisme. Sur le marché du travail, nous nous attendons à un deuxième gain annuel d'affilée relativement au nombre d'emplois ainsi qu'à une légère accélération de la croissance des salaires, qui est passée à 2,7 % au cours des deux premiers mois de l'année. L'augmentation de la main-d'œuvre devrait toutefois pousser le taux de chômage à environ 8,6 % en 2018.

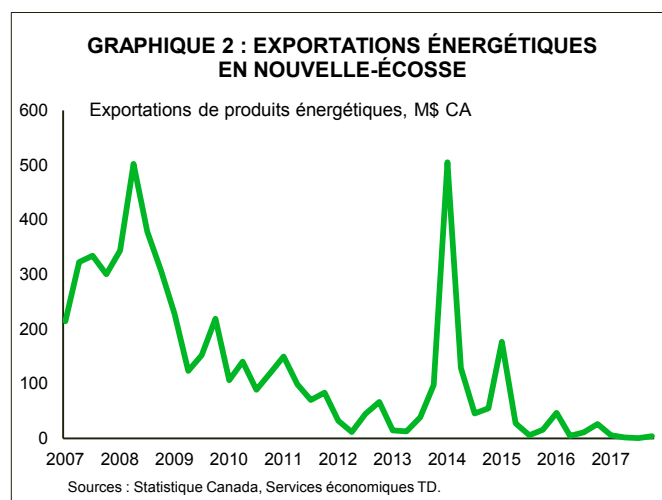
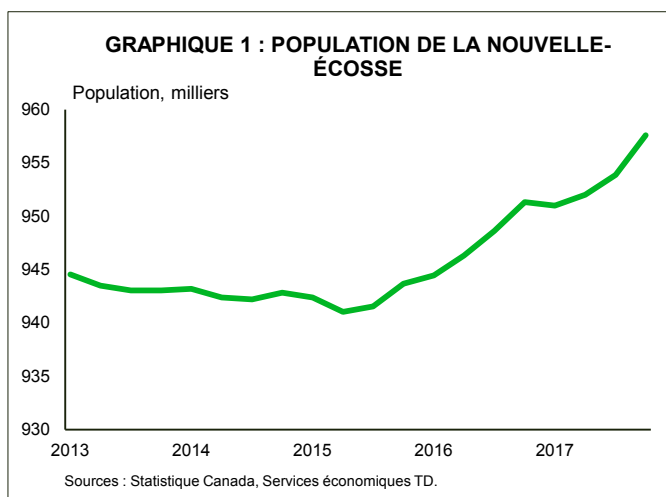
La construction sera vraisemblablement un point faible, la construction résidentielle durant les deux premiers mois de l'année ayant chuté à des niveaux près de 50 % inférieurs à la moyenne de 2017. Même si nous nous attendons à ce que les mises en chantier d'habitations se

redressent quelque peu dans les prochains mois, celles-ci devraient se situer bien en dessous des niveaux excessifs de l'an dernier. Par conséquent, après avoir fortement contribué à la croissance économique grâce à un gain de 35 % en 2017, le secteur de la construction résidentielle pèsera sur la croissance cette année, une contraction de 16% étant attendue pour 2018. Parallèlement, les ventes de logements existants devraient se situer juste en deçà des niveaux de 2017, tandis que la hausse des prix des maisons devrait se maintenir à environ 3 %. En somme, on prévoit que l'économie croîtra à un rythme modéré de 1 % en 2018 et en 2019.

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a publié son budget 2018 en janvier. Ce budget préélectoral a révélé une augmentation des dépenses visant surtout à soutenir l'emploi des jeunes, les personnes âgées et la compétitivité des entreprises. En raison de cette augmentation, le retour à l'équilibre budgétaire sera reporté à l'exercice 2021-2022, soit une année plus tard que prévu dans le budget de l'an dernier. Le budget, qui devrait stimuler légèrement l'économie, fera aussi grimper la dette nette à près de 40 % du PIB, faisant du Nouveau-Brunswick l'une des provinces les plus endettées du Canada. La province sera donc plus vulnérable advenant un repli ou toute situation imprévue.

## NOUVELLE-ÉCOSSE

L'an dernier, la population de la Nouvelle-Écosse a affiché son deuxième taux de croissance le plus élevé depuis le début des années 1990, car la province a profité de l'arrivée d'immigrants d'autres pays et d'autres prov-



PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES : NOUVELLE-ÉCOSSE			
[ Taux de variation moyen annuel, sauf indication contraire ]			
	2017*	2018	2019
PIB réel	1.6	1.2	1.0
PIB nominal	3.1	2.8	2.9
Emplois	0.7	0.2	-0.2
Taux de chômage (%)	8.4	8.2	8.2
Indice des prix à la consommation	1.1	1.7	1.9
Commerce de détail	6.3	3.4	2.9
Mises en chantier (milliers d'unités)	4.1	3.9	4.0
Prix moyen de revente des maisons	3.3	5.5	3.5
Ventes de maisons existantes	4.8	-3.4	4.9

\* Les chiffres pour 2017 sont réels, à l'exception du PIB réel et du PIB nominal.  
Sources : Statistique Canada, SCHL, ACI, prévisions des Services économiques TD.

inces. Cette augmentation de la population a dynamisé les ventes de propriétés, les dépenses de consommation et la construction résidentielle, apportant un soutien important à la croissance économique. L'activité manufacturière s'étant redressée en fin d'année et les ventes au détail étant demeurées à un bon niveau, des signes indiquent que l'économie de la province a terminé 2017 sur une bonne note. Tout compte fait, le PIB réel semble avoir progressé à un rythme solide de 1,6 % l'an passé, soit le plus rapide depuis près de dix ans. Cette vigueur s'est aussi manifestée dans le marché du travail; la croissance de l'emploi est passée en territoire positif, mais elle a été observée du côté des postes à temps partiel surtout.

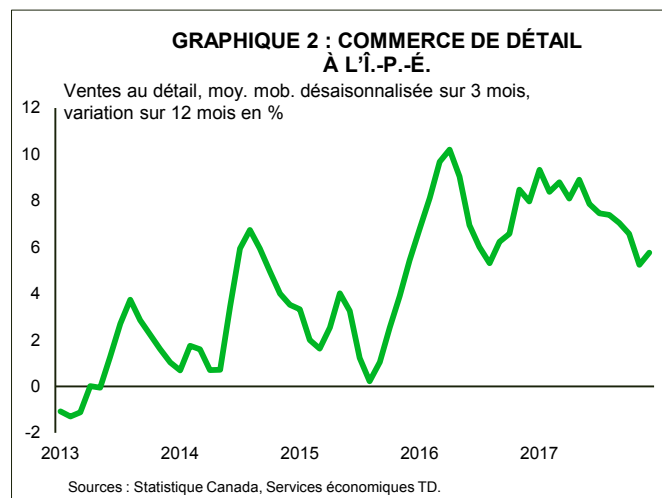
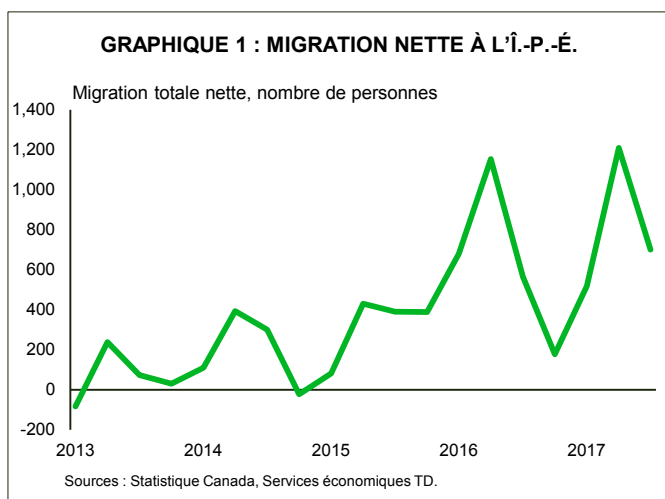
Des politiques fédérales favorables à l'immigration devraient soutenir la croissance de la population, mais un ralentissement est probable par rapport au rythme effréné

des dernières années. La construction résidentielle et les dépenses des ménages devraient fléchir en conséquence. Après avoir soutenu la croissance dans les dernières années, les dépenses en construction non résidentielle sont en voie de diminuer en raison de l'achèvement de deux grands projets – Nova Centre et Maritime Link. Ce point de vue est corroboré par le recul des intentions d'investissement en construction de bâtiments non résidentiels pour 2018. La production de gaz naturel devrait elle aussi continuer de nuire à la croissance, deux grandes installations en haute mer devant fermer dans les prochaines années.

En revanche, les perspectives sont assez bonnes pour les exportateurs du fait de la vigueur de l'économie américaine et de la croissance régulière en Chine, le deuxième partenaire commercial en importance de la Nouvelle-Écosse. De plus, la récente décision du département du Commerce des États-Unis d'exclure la Nouvelle-Écosse des droits punitifs sur le bois d'œuvre élimine une importante source d'incertitude pour les exportateurs. L'activité manufacturière continuera de profiter de l'activité de construction navale à grande échelle à Halifax, tandis que la faiblesse du huard maintiendra l'attrait touristique de la Nouvelle-Écosse après une année impressionnante en 2017. En fin de compte, nous nous attendons à ce que la croissance fléchisse pour s'établir à 1,2 % cette année et à 1,0 % en 2019 – après trois années de solide croissance pour la province.

## ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

L'Île-du-Prince-Édouard profite d'une remontée de la



**PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES : Î.P.É.**

[ Taux de variation moyen annuel, sauf indication contraire ]

	2017*	2018	2019
PIB réel	2.5	2.0	1.3
PIB nominal	4.4	3.9	3.6
Emplois	2.9	0.4	0.0
Taux de chômage (%)	9.8	10.0	9.8
Indice des prix à la consommation	1.8	2.0	2.1
Commerce de détail	7.4	3.0	3.1
Mises en chantier (milliers d'unités)	0.9	0.8	0.9
Prix moyen de revente des maisons	14.0	8.1	2.8
Ventes de maisons existantes	4.2	5.8	0.0

\* Les chiffres pour 2017 sont réels, à l'exception du PIB réel et du PIB nominal.  
Sources : Statistique Canada, SCHL, ACI, prévisions des Services économiques TD.

croissance démographique, l'arrivée massive d'immigrants lui ayant permis d'enregistrer la plus forte progression sur deux ans. Cette progression a entraîné une solide demande de logements, les prix des propriétés ayant connu la plus forte augmentation de toutes les provinces l'an dernier. La jeunesse relative des nouveaux arrivants a permis de rajeunir la population de la province par rapport à celle des autres provinces maritimes, soutenant la population d'âge actif et mettant à la disposition des employeurs un plus grand bassin de candidats.

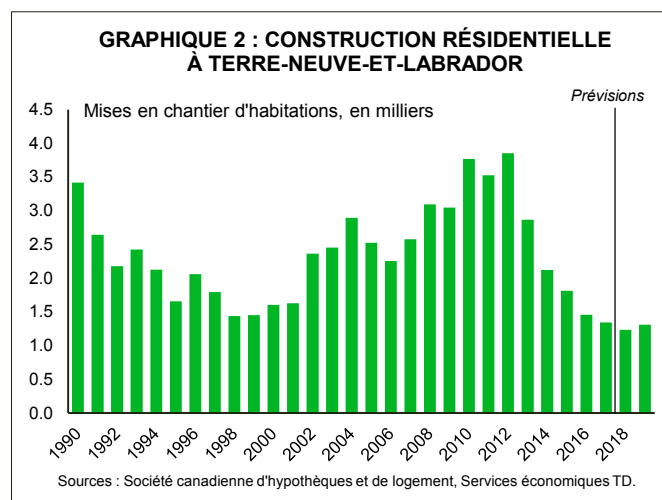
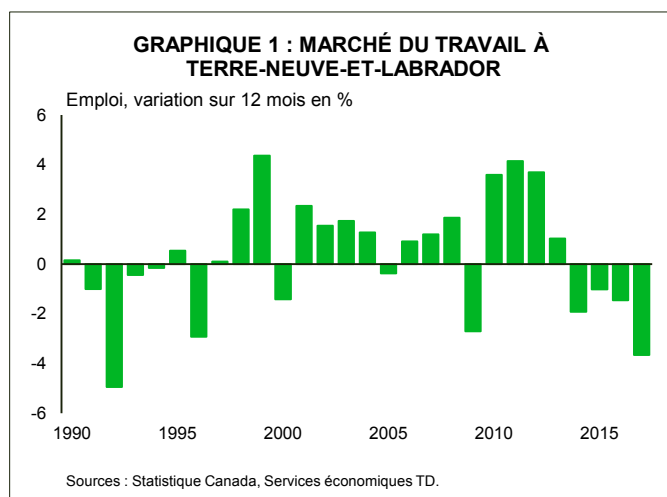
La vigueur de l'économie s'est étendue au marché du travail, l'emploi ayant progressé de 3,1 % par rapport à l'an dernier en février et les salaires ayant augmenté de 4,4 %, soit un bon rythme. La solidité du marché du travail devrait permettre aux consommateurs de continuer à dépenser allègrement (et ainsi contribuer à retenir les

immigrants), mais il est peu probable qu'on enregistre une croissance aussi robuste qu'en 2017, soit 7,4 %. On s'attend à la même chose pour la construction résidentielle, qui devrait ralentir cette année et l'an prochain après avoir bondi de 70 % en 2017. Même si les ventes de propriétés resteront probablement élevées durant la période de prévision, des gains importants dans un contexte de hausse des taux d'intérêt sont peu probables. L'investissement non résidentiel devrait aussi peser sur la croissance, car le projet Interconnection Upgrade, un projet à grande échelle qui stimulait les dépenses, a été achevé l'année dernière. Cela correspond aux intentions de dépenses en immobilisations pour 2018, lesquelles laissent entrevoir une importante baisse des investissements dans les services publics.

Une demande vigoureuse à l'échelle mondiale et un dollar concurrentiel devraient soutenir la croissance du volume des exportations, tout comme l'entrée en vigueur de l'Accord économique et commercial global avec l'Union européenne. La faiblesse du dollar et la vigueur de l'économie mondiale devraient en outre s'avérer bénéfiques pour le secteur du tourisme de la province, soutenant l'activité après une année 2017 record. En somme, nous nous attendons à ce que la croissance se situe au-dessus de la moyenne en 2017 (2,5 %) et se maintienne autour de 2 % en 2018, avant de ralentir pour s'établir à un taux plus durable de 1,3 % en 2019.

## TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

Importante source de croissance économique pour Terre-Neuve-et-Labrador, l'augmentation de la produc-



PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES : T.N.L.			
[ Taux de variation moyen annuel, sauf indication contraire ]			
	2017*	2018	2019
PIB réel	-1.3	1.5	1.7
PIB nominal	2.6	4.7	4.2
Emplois	-3.7	0.1	0.0
Taux de chômage (%)	14.8	14.4	14.6
Indice des prix à la consommation	2.4	1.8	2.1
Commerce de détail	2.8	2.9	3.2
Mises en chantier (milliers d'unités)	1.3	1.2	1.3
Prix moyen de revente des maisons	-2.4	0.6	3.3
Ventes de maisons existantes	-4.0	1.9	-4.7

\* Les chiffres pour 2017 sont réels, à l'exception du PIB réel et du PIB nominal.  
Sources : Statistique Canada, SCHL, ACI, prévisions des Services économiques TD.

tion de pétrole a en partie compensé les faibles résultats enregistrés dans les autres secteurs. Cela n'a probablement pas empêché la province d'être en territoire négatif en 2017; on estime ainsi que l'activité économique globale s'est contractée de 1,3 %.

Une augmentation dans les deux chiffres de la production de pétrole et l'accélération du projet Hebron devraient néanmoins contribuer à ramener l'économie en territoire positif cette année, et ce, même si le reste de l'économie éprouve toujours des difficultés à se relever. La fabrication pourrait toutefois faire exception, les expéditions ayant bondi de 25 % l'an dernier, et le secteur minier pourrait commencer à reprendre du poil de la bête cette année, car deux mines de minerai de fer pourraient voir le jour.

Il est cependant peu probable que le reste de l'économie

se redresse sensiblement à court terme. La contraction de l'activité économique a entraîné un certain nombre de pertes d'emplois, l'emploi global ayant régressé de 3,7 % l'an dernier, soit la plus forte baisse depuis le début des années 1990. Le taux de chômage s'est maintenu dans une fourchette de 14 à 15 %, où il devrait rester dans un avenir prévisible, et ce, même si l'emploi se stabilise comme prévu cette année. Pendant ce temps, la croissance des salaires a perdu du terrain dans les derniers mois. La faible performance du marché du travail devrait empêcher une progression significative des dépenses des ménages.

L'activité dans le marché du logement a été particulièrement faible, les mises en chantier, les ventes et les prix étant à la baisse. Par conséquent, Terre-Neuve-et-Labrador est l'une des rares provinces du pays dont le marché

devrait demeurer favorable aux acheteurs durant la période de prévision. On s'attend à ce que les ventes se nivellent cette année et l'an prochain, et à ce que les prix augmentent faiblement. La construction résidentielle devrait reculer pour une sixième année d'affilée – pour atteindre son plus bas niveau depuis 1990 – avant de remonter légèrement en 2019. Étant donné le recul constant des investissements dans le secteur pétrolier et gazier, et l'achèvement de plusieurs projets de construction de bâtiments non résidentiels, le secteur de la construction pèsera vraisemblablement sur la croissance à l'avenir.

Outre le secteur des ressources, l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador demeure assez faible, et on s'attend à une période de faiblesse prolongée pour celle-ci.

## Avis de non-responsabilité

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à des fins informatives et éducatives seulement à la date de rédaction, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Les points de vue et les opinions qui y sont exprimés peuvent changer en tout temps selon les conditions du marché ou autres, et les prévisions peuvent ne pas se réaliser. Ce rapport ne doit pas servir de source de conseils ou de recommandations de placement, ne constitue pas une sollicitation d'achat ou de vente de titres, et ne doit pas être considéré comme une source de conseils juridiques, fiscaux ou de placement précis. Il ne vise pas à communiquer des renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans ce rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, ce rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs, et sont sujettes à des risques et à des incertitudes intrinsèques. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et entités apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) RÉEL						
Variation annuelle en pourcentage						
	2014	2015	2016	2017E	2018P	2019P
<b>CANADA</b>	2.9	1.0	1.4	3.0	2.0	1.9
T.N.L.	-0.9	-1.7	1.9	-1.3	1.5	1.7
Î.P.É.	0.3	1.3	2.3	2.5	2.0	1.3
N.É.	1.1	1.4	0.8	1.6	1.2	1.0
N.B.	0.1	2.4	1.2	1.4	1.0	1.0
Québec	1.8	1.0	1.4	3.0	2.4	1.7
Ontario	2.7	2.9	2.6	2.7	1.8	2.0
Manitoba	2.1	1.3	2.2	2.4	1.7	1.4
Sask.	2.1	-1.0	-0.5	1.8	1.6	1.7
Alberta	6.2	-3.7	-3.7	4.3	2.4	2.0
C.B.	3.7	3.5	3.5	3.3	2.4	1.9

P : Prévission des Services économiques TD, mars 2018.  
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) NOMINAL						
Variation annuelle en pourcentage						
	2014	2015	2016	2017E	2018P	2019P
<b>CANADA</b>	4.9	0.2	2.0	5.3	4.1	4.0
T.N.L.	-0.5	-11.5	2.6	2.6	4.7	4.2
Î.P.É.	1.7	3.9	4.0	4.4	3.9	3.6
N.É.	2.9	2.1	2.8	3.1	2.8	2.9
N.B.	1.8	2.0	3.6	3.9	3.1	3.3
Québec	3.0	2.4	2.7	4.5	4.1	3.7
Ontario	4.4	5.0	4.3	4.3	3.9	3.9
Manitoba	3.1	3.3	2.3	4.1	3.8	3.4
Sask.	-0.4	-5.4	-4.0	5.3	3.6	4.8
Alberta	10.0	-12.0	-4.9	7.6	4.4	4.9
C.B.	5.7	4.0	4.8	5.5	4.0	3.8

P : Prévission des Services économiques TD, mars 2018.  
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

EMPLOI						
Variation annuelle en pourcentage						
	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P
<b>CANADA</b>	0.6	0.9	0.7	1.9	1.0	0.6
T.N.L.	-1.9	-1.0	-1.4	-3.7	0.1	0.0
Î.P.É.	-0.5	-0.9	-2.2	2.9	0.4	0.0
N.É.	-1.1	0.1	-0.4	0.7	0.2	-0.2
N.B.	-0.2	-0.5	-0.1	0.4	0.1	0.1
Québec	-0.1	1.0	0.9	2.2	1.7	0.9
Ontario	0.8	0.7	1.1	1.8	0.7	0.3
Manitoba	0.1	1.5	-0.5	1.6	0.5	0.2
Sask.	1.0	0.6	-0.9	-0.1	0.1	0.5
Alberta	2.2	1.2	-1.6	1.0	1.6	1.0
C.B.	0.6	1.3	3.1	3.7	0.9	0.5

P : Prévission des Services économiques TD, mars 2018.  
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

TAUX DE CHÔMAGE						
Annuel, pourcentage						
	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P
<b>CANADA</b>	6.9	6.9	7.0	6.3	5.9	6.0
T.N.L.	11.9	12.8	13.4	14.8	14.4	14.6
Î.P.É.	10.6	10.4	10.7	9.8	10.0	9.8
N.É.	9.0	8.6	8.3	8.4	8.2	8.2
N.B.	9.9	9.8	9.5	8.1	8.6	8.6
Québec	7.7	7.6	7.1	6.1	5.5	5.5
Ontario	7.3	6.8	6.5	6.0	5.7	6.0
Manitoba	5.4	5.6	6.1	5.4	5.5	5.4
Sask.	3.8	5.0	6.3	6.3	5.7	5.6
Alberta	4.7	6.0	8.1	7.8	6.8	6.7
C.B.	6.1	6.2	6.0	5.1	4.8	4.9

P : Prévission des Services économiques TD, mars 2018.  
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION (IPC)						
Variation annuelle en pourcentage						
	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P
<b>CANADA</b>	1.9	1.1	1.4	1.6	2.2	2.1
T.N.L.	1.9	0.4	2.7	2.4	1.8	2.1
Î.P.É.	1.6	-0.6	1.2	1.8	2.0	2.1
N.É.	1.7	0.4	1.2	1.1	1.7	1.9
N.B.	1.5	0.5	2.2	2.3	2.0	2.0
Québec	1.4	1.1	0.7	1.1	1.7	1.9
Ontario	2.3	1.2	1.8	1.7	2.2	2.1
Manitoba	1.8	1.2	1.3	1.6	2.3	2.1
Sask.	2.4	1.6	1.1	1.7	2.4	2.0
Alberta	2.6	1.2	1.1	1.5	2.0	2.1
C.B.	1.0	1.1	1.9	2.1	2.1	2.0

P : Prévission des Services économiques TD, mars 2018.  
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

COMMERCE DE DÉTAIL						
Variation annuelle en pourcentage						
	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P
<b>CANADA</b>	5.1	2.6	5.1	6.7	3.3	3.2
T.N.L.	3.6	0.6	0.2	2.8	2.9	3.2
Î.P.É.	3.6	2.8	7.7	7.4	3.0	3.1
N.É.	2.7	0.2	4.6	6.3	3.4	2.9
N.B.	3.6	2.1	1.8	7.1	2.7	2.4
Québec	2.4	1.8	6.2	6.0	3.7	3.2
Ontario	5.8	5.5	7.1	6.5	2.9	2.8
Manitoba	4.4	1.6	4.2	3.6	3.0	3.0
Sask.	5.0	-2.9	2.2	4.0	3.2	4.0
Alberta	7.9	-4.0	-1.2	7.5	4.5	4.0
C.B.	6.3	6.9	7.4	9.6	5.0	3.5

P : Prévission des Services économiques TD, mars 2018.  
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

MISES EN CHANTIER						
Milliers d'unités						
	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P
<b>CANADA</b>	189.1	193.6	197.9	220.3	203.6	198.7
T.N.L.	2.3	1.8	1.6	1.4	1.2	1.3
Î.P.É.	0.5	0.5	0.5	1.0	0.8	0.9
N.É.	3.1	3.9	3.7	4.0	3.9	4.0
N.B.	2.3	1.9	1.8	2.3	2.0	2.1
Québec	39.1	36.7	38.6	46.1	45.1	43.9
Ontario	58.6	69.0	74.8	80.1	79.0	77.0
Manitoba	6.2	5.6	5.3	7.6	5.9	5.8
Sask.	8.3	5.2	4.8	5.0	4.3	4.6
Alberta	40.6	37.5	24.6	29.3	27.2	29.1
C.B.	28.3	31.5	42.1	43.5	34.3	30.0

P : Prévission des Services économiques TD, mars 2018.

Sources : SCHL / Haver Analytics.

MISES EN CHANTIER						
Variation en pourcentage						
	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P
<b>CANADA</b>	0.6	2.4	2.2	11.3	-7.5	-2.4
T.N.L.	-21.3	-18.1	-15.9	-10.0	-11.5	6.0
Î.P.É.	-18.5	3.7	0.0	80.0	-13.0	5.6
N.É.	-21.7	26.2	-4.2	8.5	-3.6	3.4
N.B.	-17.8	-16.1	-5.0	22.5	-13.1	5.5
Québec	3.9	-6.2	5.3	19.3	-2.1	-2.6
Ontario	-3.8	17.8	8.5	7.0	-1.4	-2.5
Manitoba	-17.6	-10.2	-4.5	43.5	-22.6	-2.2
Sask.	-0.1	-37.6	-6.0	2.4	-14.2	7.5
Alberta	12.5	-7.5	-34.5	19.4	-7.4	7.2
C.B.	4.4	11.4	33.7	3.4	-21.2	-12.6

P : Prévission des Services économiques TD, mars 2018.

Sources : SCHL / Haver Analytics.

VENTES DE MAISONS EXISTANTES						
Milliers d'unités						
	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P
<b>CANADA</b>	484.6	510.7	540.8	516.3	449.7	460.1
N. & L.	4.2	4.2	4.1	3.9	4.0	3.8
P.E.I.	1.4	1.7	2.1	2.1	2.3	2.3
N.S.	9.1	9.4	10.1	10.6	10.2	10.7
N.B.	6.3	6.7	7.4	7.9	7.7	7.7
Québec	70.6	74.1	78.1	82.6	82.4	84.5
Ontario	206.1	226.2	245.4	222.0	174.3	183.4
Manitoba	13.8	14.0	14.5	14.4	14.3	14.5
Sask.	13.5	12.0	11.3	11.1	11.5	12.2
Alberta	75.1	59.3	54.8	57.2	56.8	58.7
C.B.	84.1	102.5	112.2	103.8	86.3	82.4

P : Prévission des Services économiques TD, mars 2018.

Source : Association canadienne de l'immeuble.

VENTES DE MAISONS EXISTANTES						
Variation en pourcentage						
	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P
<b>CANADA</b>	6.2	5.4	5.9	-4.5	-12.9	2.3
T.N.L.	-3.4	2.2	-3.9	-4.0	1.9	-4.7
Î.P.É.	-0.5	19.1	22.2	4.2	5.8	0.0
N.É.	-0.6	3.4	7.7	4.8	-3.4	4.9
N.B.	-0.1	6.5	11.1	6.9	-3.4	0.4
Québec	-0.8	5.0	5.4	5.7	-0.2	2.5
Ontario	4.0	9.7	8.5	-9.6	-21.5	5.2
Manitoba	0.4	1.7	3.8	-0.8	-1.0	1.3
Sask.	2.7	-10.8	-5.6	-2.5	4.1	5.9
Alberta	11.4	-21.0	-7.6	4.3	-0.7	3.4
C.B.	15.2	21.9	9.5	-7.5	-16.9	-4.5

P : Prévission des Services économiques TD, mars 2018.

Source : Association canadienne de l'immeuble.

PRIX MOYEN DE REVENTE DES MAISONS						
Milliers de \$C						
	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P
<b>CANADA</b>	407.5	441.0	487.1	506.0	481.0	490.4
T.N.L.	285.4	277.0	257.8	251.7	253.3	261.5
Î.P.É.	165.8	164.0	178.9	204.0	220.5	226.6
N.É.	214.4	218.7	221.7	229.0	241.7	250.1
N.B.	161.0	159.2	161.0	165.7	170.5	176.1
Québec	268.1	271.9	280.5	292.9	308.3	320.9
Ontario	428.8	460.7	531.1	578.3	547.6	561.7
Manitoba	264.7	268.2	276.3	285.7	293.3	305.2
Sask.	303.1	301.2	299.0	292.6	289.2	297.3
Alberta	401.6	393.7	395.0	395.9	395.1	400.0
C.B.	570.5	637.2	681.3	704.6	697.8	709.7

P : Prévission des Services économiques TD, mars 2018.

Source : Association canadienne de l'immeuble.

PRIX MOYEN DE REVENTE DES MAISONS						
Variation en pourcentage						
	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P
<b>CANADA</b>	6.8	8.2	10.4	3.9	-4.9	2.0
T.N.L.	0.6	-2.9	-6.9	-2.4	0.6	3.3
Î.P.É.	6.9	-1.1	9.1	14.0	8.1	2.8
N.É.	-0.2	2.0	1.4	3.3	5.5	3.5
N.B.	-0.2	-1.1	1.1	2.9	2.9	3.3
Québec	0.2	1.4	3.1	4.4	5.3	4.1
Ontario	6.8	7.4	15.3	8.9	-5.3	2.6
Manitoba	1.5	1.3	3.0	3.4	2.7	4.1
Sask.	5.4	-0.6	-0.7	-2.1	-1.2	2.8
Alberta	5.6	-2.0	0.3	0.2	-0.2	1.3
C.B.	6.1	11.7	6.9	3.4	-1.0	1.7

P : Prévission des Services économiques TD, mars 2018.

Source : Association canadienne de l'immeuble.